



# Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/AC.109/2018  
1er mai 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'EXAMINER  
LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE  
L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION  
SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

GUAM

Document de travail établi par le Secrétariat

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. GÉNÉRALITÉS . . . . .	1 - 4	3
II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE . . . . .	5 - 13	3
A. Constitution . . . . .	5 - 12	3
B. Élections générales . . . . .	13	4
III. INSTALLATIONS MILITAIRES . . . . .	14 - 20	4
IV. SITUATION ÉCONOMIQUE . . . . .	21 - 57	5
A. Généralités . . . . .	21 - 24	5
B. Finances publiques . . . . .	25 - 27	6
C. Régime foncier . . . . .	28 - 32	7
D. Agriculture et pêche . . . . .	33 - 40	8
E. Tourisme . . . . .	41 - 42	9
F. Bâtiment et travaux publics . . . . .	43 - 44	9
G. Secteur financier . . . . .	45 - 46	10

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
H. L'industrie et le commerce . . . . .	47 - 50	10
I. Les transports, les communications et les services de base . . . . .	51 - 57	11
V. LA SITUATION SOCIALE . . . . .	58 - 69	12
A. L'emploi . . . . .	58 - 61	12
B. La santé publique . . . . .	62 - 65	12
C. Le logement . . . . .	66 - 67	13
D. Protection sociale . . . . .	68	13
E. Criminalité . . . . .	69	13
VI. L'ENSEIGNEMENT . . . . .	70 - 73	13
VII. STATUT FUTUR DU TERRITOIRE . . . . .	74 - 84	14

GUAM<sup>1</sup>

## I. GÉNÉRALITÉS

1. Guam, territoire non autonome administré par les États-Unis d'Amérique, est la plus méridionale et la plus étendue des îles de l'archipel des Mariannes. Elle a 48 kilomètres de long, de 8 à 14 kilomètres de large et une superficie de 540 kilomètres carrés. Agana en est la capitale.

2. Guam se compose de deux zones géologiques distinctes de dimensions sensiblement égales. La partie septentrionale de l'île est un haut plateau calcaire corallien et contient des nappes qui peuvent fournir de l'eau douce bien au-delà des besoins actuels du territoire. La région méridionale est montagneuse. Apra Harbour, situé au milieu de la côte ouest, est l'un des plus vastes ports abrités du Pacifique et passe pour le meilleur port en eau profonde entre Hawaii et les Philippines<sup>2</sup>.

3. Ancienne colonie espagnole, Guam a été placée, de 1899 à 1950, sous l'administration de la marine américaine, à l'exception des années de la seconde guerre mondiale où l'île était occupée par le Japon. Conformément à la loi organique de 1950, édictée par le Congrès des États-Unis, Guam est devenue un territoire non incorporé dont l'administration a été transférée au Department of Interior (Ministère de l'intérieur).

4. La population de Guam augmente à un rythme accéléré, puisque, selon les estimations, elle est passée de 105 979 en 1980 à 133 152 en 1990, soit un accroissement de 26 %<sup>3</sup>. Selon les données les plus récentes, elle a atteint 141 000 habitants en 1993<sup>4</sup>. Sur ce chiffre, 22 077 personnes sont des militaires américains et les personnes à leur charge<sup>5</sup>.

## II. ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE

A. Constitution

5. Comme le prévoit la loi organique de 1950, le système politique de Guam comprend un pouvoir exécutif, un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire.

6. Les Guamiens âgés de 18 ans au moins votent au suffrage universel dans les élections locales; mais, comme ils sont considérés comme des nationaux et non des citoyens des États-Unis, ils n'ont pas le droit de participer aux élections présidentielles américaines tant qu'ils résident sur le territoire.

7. Depuis 1972, le territoire a un représentant, non doté du droit de vote, à la Chambre des représentants des États-Unis.

Pouvoir exécutif

8. Le pouvoir exécutif est exercé par un gouverneur qui, assisté d'un gouverneur adjoint, est élu pour quatre ans. Le Gouverneur est chargé de la supervision et du contrôle d'ensemble de tous les organes du pouvoir exécutif et présente au Secrétaire à l'intérieur un rapport annuel sur les activités du Gouvernement guamien pour qu'il le transmette au Congrès des États-Unis. Le

/...

Gouverneur peut promulguer des décrets et des règlements, recommander des projets de loi au corps législatif, faire connaître ses vues à cet organe et opposer son veto à des lois.

#### Pouvoir législatif

9. Le pouvoir législatif est exercé par une chambre unique composée de 21 sénateurs élus par des districts législatifs pour un mandat de deux ans. La Chambre peut annuler le veto du Gouverneur.

10. En vertu de la loi organique de 1950, le Congrès des États-Unis se réserve le pouvoir d'annuler toute loi adoptée par la Chambre guamienne.

#### Pouvoir judiciaire

11. Le Tribunal de district fédéral de Guam peut connaître de toutes les affaires relevant de la Constitution ou de la législation des États-Unis, ainsi que des traités auxquels les États-Unis sont parties. La Cour supérieure de Guam est saisie des affaires relevant de la législation guamienne.

12. En janvier 1993, Guam a promulgué une loi portant création d'une Cour suprême. En vertu de la loi organique, qui autorise le corps législatif à promulguer des lois à cet effet, la Cour d'appel des États-Unis, pour le Neuvième Circuit, aura pendant une période probatoire de 15 ans un droit de regard sur les décisions de la Cour suprême de Guam. La Chambre de Guam a déclaré qu'elle était opposée à cette mesure probatoire. Le porte-parole de la Cour supérieure de Guam a précisé que grâce à la création d'une Cour suprême à Guam, des inculpations et des jugements prononcés en vertu du droit local seraient révisés par des magistrats connaissant bien les lois, les coutumes, les valeurs et les mœurs guamiens<sup>6</sup>.

#### B. Élections générales

13. Des élections générales ont eu lieu à Guam le 8 novembre 1994. Le nombre d'électeurs inscrits était de 47 102; 44 991 suffrages ont été exprimés. Les candidats démocrates Carl T. C. Gutierrez et Madelein Bordallo, ayant obtenu 52,02 % des voix, ont été respectivement élus Gouverneur et Gouverneur adjoint. S'agissant des élections au corps législatif, les candidats démocrates ont remporté 13 sièges et les républicains huit. Le candidat du Parti démocrate, M. Robert A. Underwood, a aussi été réélu délégué de Guam à la Chambre des représentants des États-Unis<sup>7</sup>.

#### III. INSTALLATIONS MILITAIRES

14. Au cours de l'exercice budgétaire de 1993, le Gouvernement fédéral des États-Unis a affecté 748,1 millions de dollars environ aux activités militaires américaines sur le territoire. Cette somme se répartit comme suit : traitements et salaires, 474,9 millions de dollars; achat de biens et services, 156,1 millions de dollars, et construction militaire, 117,1 millions de dollars. Les pensions des militaires à la retraite représentaient 17,5 millions de dollars. Le montant des impôts fédéraux sur les revenus (chap. 30) qui ont été reversés au Gouvernement de Guam pour l'exercice budgétaire de 1993 s'est élevé

/...

à 52,66 millions de dollars. Au cours du même exercice, le montant total des ventes au détail effectuées par l'éconamat des forces armées (Defence Commissary Agency) a atteint 41,7 millions de dollars<sup>8</sup>.

15. En 1993, les effectifs militaires en service actif ont diminué de 5,3 % par rapport à 1992. La réduction la plus importante a concerné le personnel en service actif des Marines qui est passé de 343 militaires en 1992 à 55 en 1993. Cette diminution s'explique par le départ des Marines à la fin de 1992. En 1993, les militaires en service actif et leurs familles représentaient 22 078 personnes, contre 22 178 en 1992<sup>8</sup>.

16. En septembre 1993, la base aéronavale d'Agana a été officiellement ajoutée à la liste des bases devant être fermées; elle devrait être définitivement fermée et transférée ailleurs au cours de la période 1993-1999. Sa fermeture entraînerait le transfert de quatre parcelles de terre supplémentaires au gouvernement du territoire<sup>8</sup>.

17. Trois navires ravitailleurs de la marine ayant leur port d'attache dans le territoire, le San Jose, le White Plains et le Niagara Falls, devraient quitter Guam d'ici à 1996 pour être désarmés puis réarmés en bâtiments militaires d'évacuation par mer. De retour à Guam, ces navires auront un équipage composé de 100 marins de la marine marchande et de 40 de la marine de guerre, contre un effectif actuellement embarqué de 445 officiers et marins<sup>8</sup>.

18. En 1993, l'armée de l'air a adjugé un contrat de 9,2 millions de dollars à une entreprise de bâtiment ayant son siège à Dallas (Texas), pour la construction de 100 unités d'habitation familiale à la base aérienne d'Anderson<sup>8</sup>.

19. La garde territoriale et aérienne nationale de Guam, officiellement appelée Commandement territorial de Guam, a été créé en 1981. Sa mission principale a été récemment redéfinie comme la défense territoriale des îles Mariannes et autres entités distinctes dans la région du Pacifique. Le Commandement territorial de Guam a également pour mission de renforcer ou de compléter des unités constituées en vue des fonctions spéciales.

20. La Garde nationale guamienne – composée de plus de 700 membres répartis en deux divisions (la 294e division de l'armée de terre et l'Air Force Aerial Command) (Unité de soutien de l'armée de l'air) – est la seule unité de réserve qui ait été mise sur pied et ait participé à la guerre du Golfe. Les frais de fonctionnement de la Garde guamienne s'élèvent à 9,3 millions de dollars, dont 9 millions proviennent du budget fédéral et les 300 000 dollars restants du budget du territoire<sup>8</sup>.

#### IV. SITUATION ÉCONOMIQUE

##### A. Généralités

21. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la majorité des Guamiens vivaient de l'agriculture de subsistance. Après la guerre et jusqu'aux années 70, les bases militaires du Département de la défense des États-Unis ont fourni la plupart des emplois, essentiellement dans les secteurs du bâtiment et des services. La

/...

création en 1951 d'un gouvernement territorial a permis de créer d'autres emplois non agricoles, notamment dans la fonction publique. Depuis les années 70, le développement rapide du tourisme, qui a entraîné un essor des secteurs du bâtiment, du commerce de détail et des services, est le véritable moteur de la croissance économique du territoire.

22. Au cours de la période à l'examen, Guam a continué d'enregistrer un rapide accroissement du taux d'inflation. En 1993, ce taux a atteint 11 %, contre 7,1 % en 1992. À la fin de 1993, le pouvoir d'achat du dollar à Guam était de 27 cents<sup>9</sup>.

23. Le Gouvernement fédéral continue de jouer un rôle majeur dans le développement économique du territoire. Le montant total des fonds de source fédérale alloués à Guam pour l'exercice budgétaire de 1993 s'élevait à 952 millions de dollars<sup>9</sup>, contre 843 millions en 1992<sup>10</sup>. Ces fonds se répartissaient comme suit : 472 millions de dollars pour les traitements et salaires; 161 millions de dollars pour des subventions fédérales; 137 millions de dollars pour des versements directs à des particuliers; 166 millions de dollars au titre des achats et 17 millions de dollars pour d'autres programmes. Le montant des dépenses fédérales par habitant à Guam s'est élevé à 7 157 dollars pour l'exercice de 1993<sup>9</sup>, contre 6 343 dollars pour l'exercice de 1992<sup>10</sup>.

24. En août 1993, un tremblement de terre d'une intensité de 8,1 sur l'échelle de Richter s'est produit sur le territoire. Il a provoqué des dégâts estimés à 115 millions de dollars environ. En outre, de nombreux secteurs d'activité ont pâti de la lenteur avec laquelle l'approvisionnement en eau et en électricité a été rétabli. Plusieurs hôtels ont été gravement endommagés. Le Royal Palm Resort et le Grand Hotel se sont effondrés et déplacés et ont été démolis. Le Guam Hilton Hotel, gravement endommagé également, a été fermé pour travaux pendant sept mois. Le secteur du tourisme a par suite enregistré des pertes très importantes<sup>11</sup>.

## B. Finances publiques

25. Le montant total des recettes du gouvernement du territoire pour l'exercice budgétaire de 1993 a atteint 689,9 millions de dollars et celui de ses dépenses 573,2 millions de dollars, contre 691 millions et 537 millions, respectivement, pour l'exercice de 1992. Le budget du territoire a donc été excédentaire de 116,7 millions de dollars.

26. La loi organique de Guam dispose que l'impôt sur le revenu à Guam doit refléter l'impôt fédéral sur le revenu, ce qui signifie que lorsque la législation fédérale fait référence au régime fiscal fédéral, la législation de Guam se rapporte au territoire, et que lorsque la législation fédérale fait référence à Guam, la législation guamienne se rapporte au régime fiscal fédéral. La loi appliquée à Guam pour l'impôt sur le revenu est la loi fédérale, les recettes fiscales étant versées au Gouvernement guamien. Guam est en droit d'adopter d'autres lois fiscales. Parmi les principaux impôts figure notamment une taxe de 4 % sur les recettes brutes des entreprises, qui s'applique à toutes les ventes commerciales à l'exception des ventes en gros. Des droits de consommation frappent également les spiritueux, les cigarettes et les carburants

liquides. L'impôt fédéral sur le revenu versé par les militaires et autres employés du Gouvernement fédéral en poste à Guam est reversé au Gouvernement de Guam. Pour l'exercice budgétaire de 1993, le montant ainsi reversé au Gouvernement territorial s'est élevé à 52,7 millions de dollars<sup>12</sup>.

27. La loi de 1986 portant réforme de la fiscalité aux États-Unis prévoit que Guam doit élaborer son propre code d'imposition sur le revenu. Celui-ci devra comporter des dispositions visant à éviter la double imposition et à lutter contre les manoeuvres frauduleuses ainsi que l'évasion et la fraude fiscales. La Commission de codification fiscale guamienne a été créée en 1990 en vue d'élaborer un nouveau régime fiscal pour le territoire<sup>13</sup>.

### C. Régime foncier

28. Environ 30 % des terres sont réservées au Département de la défense; 1 % est utilisé par le Gouvernement fédéral à des fins non militaires; 19 % appartiennent au Gouvernement guamien, et 50 % environ appartiennent à des particuliers. On compte environ 10 000 propriétaires fonciers, dont 94 % possèdent moins de 2 hectares chacun. En 1990, Guam était constituée de 35 000 parcelles de terre dont la valeur totale était estimée à 1,1 milliard de dollars (voir A/AC.109/1069, par. 42 et A/AC.109/1192, par. 48).

29. Comme il a été indiqué précédemment (voir A/AC.109/1192, par. 48 à 56), la question du transfert au Gouvernement de Guam des terres utilisées par le Gouvernement fédéral, en particulier à des fins militaires, a été un objet de litige entre le Gouvernement du territoire et la Puissance administrante.

30. On se souviendra qu'en janvier 1994, les parties concernées ont tenu une conférence sur les terres de Guam (Guam Land Conference), qui avait réuni des représentants du Gouvernement guamien ainsi que des représentants du Département de l'intérieur, du Département de la défense et de l'Administration des services généraux aux États-Unis. La Conférence a examiné en particulier la question des transferts de terres, compte tenu de la réduction prévue du contingent de la marine américaine présent sur le territoire<sup>14</sup>. Le 31 mars 1994, le Département de la défense des États-Unis a publié un plan préliminaire indiquant les terrains en excédent qui seraient transférés au gouvernement du territoire<sup>15</sup>.

31. D'après des articles parus dans la presse<sup>16</sup> en septembre 1994, le Sénat des États-Unis a approuvé la loi (Guam Excess Land Bill) autorisant le transfert au Gouvernement de Guam de 1 280 hectares de terres fédérales en excédent. Aux termes de cette loi, le gouvernement territorial disposait de six mois pour élaborer un plan d'occupation des sols concernant la superficie transférée et le soumettre au Congrès des États-Unis pour approbation.

32. Des articles parus dans la presse<sup>17</sup> indiquent qu'en avril 1995, plus de 720 hectares de terres fédérales situées à Agana seraient transférés au Gouvernement guamien. À l'heure actuelle, les responsables du territoire et le Comité de reconversion de la base aéronavale d'Agana étudieraient les possibilités qui s'offrent de mieux utiliser ces terres dans l'intérêt du public.

### D. Agriculture et pêche

/...

### Agriculture

33. Le secteur agricole est le moins important des secteurs de l'économie de Guam. En décembre 1993, il employait 240 personnes, contre 350 en 1992<sup>18</sup>. En 1992, 310 hectares étaient loués à bail à 57 exploitants locaux.

34. La géographie de Guam est relativement peu propice à l'agriculture commerciale. Les pluies, parfois torrentielles, y sont souvent accompagnées de vents destructeurs. Les sols ne contiennent ni les minéraux ni les éléments nutritifs nécessaires à une production agricole satisfaisante. En outre, la faible dimension des parcelles exploitées fait obstacle à la mécanisation et dissuade souvent les agriculteurs d'acheter des biens d'équipement. Les moyens de transport, installations d'entreposage et services de traitement des produits agricoles étaient, récemment encore, pratiquement inexistantes et les efforts de commercialisation fragmentaires.

35. Le Département de l'agriculture de Guam est chargé de superviser toutes les activités du secteur agricole. Sa division de mise en valeur des terres agricoles s'occupe de l'examen des dossiers de prêt, de l'octroi de baux de location des terres agricoles, de l'approvisionnement en eau et en semences de légumes et de fruits, ainsi que de la location de matériel agricole. L'Office des commissaires agricoles du territoire (Agricultural Board of Commissioners of Guam) est chargé du zonage des terres agricoles, de la lutte phytosanitaire et de la planification de la mise en valeur des terres agricoles. L'un de ses principaux objectifs est l'éradication de la mouche du melon, le but recherché étant d'obtenir la levée des restrictions commerciales frappant les produits agricoles guamiens d'exportation.

### Pêche

36. Guam est considérée comme un lieu naturellement propice à une véritable industrie de la pêche dans la mesure où elle est dotée d'excellents services et installations portuaires, d'une infrastructure pour la congélation, l'entreposage et la manutention du poisson et d'installations appropriées d'avitaillement et de réparation des navires. Elle sert néanmoins pour l'essentiel de centre de réexpédition de thonidés. Les autres activités sont menées à plus petite échelle.

37. En 1993, le volume total de thonidés réexpédié de Guam s'est élevé à 7 104 tonnes, soit une augmentation de 32 % par rapport à 1992<sup>19</sup>. En 1993, il y avait à Guam 1 563 bateaux de pêche représentant un tonnage brut cumulé de 402 727 tonneaux<sup>20</sup>.

38. Guam est membre de la Pacific Fisheries Development Foundation, organisation régionale qui aide ses affiliés à gérer, mettre en valeur et conserver leurs ressources en thonidés, ainsi que du Western Pacific Regional Fishery Management Council, qui conseille ses membres sur la manière de gérer les ressources halieutiques de leur zone économique exclusive de façon à en éviter la surexploitation et à favoriser le développement économique<sup>21</sup>.

39. D'après le Guam Annual Economic Review de 1993, l'aquiculture représente un vaste potentiel inexploité pour l'économie du territoire. Le premier

établissement expérimental et de démonstration a été créé en 1973 et la première opération commerciale a démarré en 1975. Depuis, l'aquiculture a connu une forte croissance et, en 1993, la valeur totale de la production aquicole commerciale s'est élevée à 1,6 million de dollars<sup>22</sup>.

40. Guam fait partie de la Pacific Aquaculture Association, qui a pour objet de promouvoir et favoriser le développement de l'aquiculture dans les îles du Pacifique affiliées aux États-Unis par le biais d'une planification, d'une formation et d'un appui financier et technique coordonnés à l'échelle régionale<sup>23</sup>.

#### E. Tourisme

41. Le tourisme demeure l'un des principaux secteurs économiques de Guam. En 1993, le nombre d'arrivées de touristes a baissé de 11 % par rapport à 1992, en raison du tremblement de terre qui a ébranlé Guam le 8 août 1993<sup>24</sup>. Toutefois, en 1994, le secteur du tourisme a montré des signes de reprise<sup>25</sup>. De janvier à septembre 1994, le nombre d'arrivées de touristes s'est élevé à 829 480, soit 23 % de plus qu'en 1993<sup>26</sup>. Environ 80 % des touristes venaient du Japon, 4 % des États-Unis et 16 % d'autres pays<sup>27</sup>.

42. À la fin de 1993, il y avait 6 616 chambres d'hôtel et de motel pour accueillir les touristes<sup>24</sup>. En 1993, la construction de nouveaux hôtels s'était poursuivie activement; étaient notamment en construction : le Guam Hilton International Hotel, de 291 chambres; le Tuman Plaza Hotel, de 254 chambres; le Leo Palace Resort, de 114 chambres; et l'International Marina Hotel, de 58 chambres. En décembre 1993, un total de 18 projets d'hôtels et motels représentant 4 184 chambres, avaient été approuvés<sup>28</sup> pour construction en 1994-1995. En décembre 1993 également, l'industrie hôtelière employait 5 060 personnes, contre 5 290 en 1992<sup>28</sup>.

#### F. Bâtiment et travaux publics

43. Pendant la période à l'examen, l'industrie du bâtiment et des travaux publics a continué d'être rentable. En 1993, 3 208 permis de construire représentant des travaux d'un coût total de 423,8 millions de dollars ont été délivrés. L'essentiel de cette activité concernait la construction de maisons individuelles, d'immeubles d'habitation en copropriété et d'hôtels<sup>27</sup>. En décembre 1993, l'industrie du bâtiment et des travaux publics employait 8 810 personnes, soit 15 % de moins qu'en 1992<sup>29</sup>.

44. En 1993, le Département de la défense des États-Unis a réalisé à Guam les projets de construction suivants : 300 unités d'habitation familiale, d'un coût estimatif de 56 millions de dollars, à Apra Heights; une aire de hangar de 29 millions de dollars, à la base aérienne d'Anderson; une installation de stockage de produits dangereux d'un coût estimatif de 14,8 millions de dollars; une soute à missiles Tomahawk d'un coût de 8,2 millions de dollars; un centre de développement de l'enfant de 2,9 millions de dollars, à la base aérienne d'Anderson, et des installations d'entreposage d'un coût estimatif de 5,2 millions de dollars. Le coût total de l'ensemble des projets de construction du Département de la défense à Guam est estimé à 116 millions de dollars<sup>29</sup>.

/...

### G. Secteur financier

45. En 1992, divers établissements financiers – 1 agence de la National Bank, 5 agences de la State Bank, 2 agences de la Territorial Bank, 2 caisses d'épargne, 6 établissements de prêts offshore et 20 sociétés financières – ont obtenu une licence d'exploitation<sup>30</sup>.

46. Au 31 décembre 1992, les avoirs cumulés de tous les établissements financiers domiciliés à Guam s'élevaient à 5 milliards de dollars, soit 18 % de plus qu'en 1991. En 1991, le montant total des dépôts a augmenté, passant de 1,5 milliard de dollars à 1,7 milliard de dollars<sup>30</sup>. Au 31 décembre 1991, 146 compagnies d'assurance, dont 127 compagnies étrangères, étaient enregistrées à Guam. En 1991, ces compagnies ont comptabilisé 148 millions de dollars de primes émises, soit 14 % de plus qu'en 1990<sup>30</sup>.

### H. L'industrie et le commerce

47. Étant l'une des îles les plus peuplées du Pacifique Ouest, Guam joue le rôle de centre urbain et de plaque tournante. L'île importe presque tous les produits finis qu'elle consomme. Le secteur artisanal est représenté par la sculpture sur bois, la fabrication de sacs, la construction de bateaux, la mise en bouteille d'eau, la production de cartes de vœux et la fabrication de chocolat, d'horloges, de planches de surf et de souvenirs. Parmi les unités industrielles plus importantes, on compte une laiterie, des imprimeries, plusieurs boulangeries et pâtisseries, une fabrique horlogère et une usine textile. En décembre 1993, les secteurs industriel et artisanal employaient 1 840 personnes, soit 4 % environ du total de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur privé. Les revenus annuels moyens ont atteint 22 645 dollars en 1993, soit une augmentation de 20,8 % par rapport à 1992<sup>31</sup>.

48. Guam est un port franc, ce qui facilite le transit de matières premières destinées à l'industrie. Guam participe à deux grands programmes commerciaux destinés à promouvoir ses exportations : le Tarif harmonisé des États-Unis et le Système généralisé de préférences<sup>31</sup>.

49. Le Gouvernement guamien continue de mettre en oeuvre des politiques destinées à protéger l'industrie manufacturière locale, grâce au Label de qualité Guam, actuellement décerné à une soixantaine de fabricants locaux<sup>31</sup>.

50. Le commerce de gros et de détail est un des principaux secteurs de l'économie de Guam; en 1993, le montant total de ses recettes s'élevait à 1,4 milliard de dollars, soit 30 % de l'ensemble des recettes commerciales du territoire<sup>32</sup>. Le commerce de gros et de détail employait 13 680 personnes (soit 31 % des emplois du secteur privé)<sup>32</sup>.

### I. Les transports, les communications et les services de base

#### Transports aériens

51. Guam est actuellement desservie par neuf compagnies aériennes internationales (Air Nauru, All Nippon Airways, Continental Air Micronesia, Japan Airlines, Korean Airlines, Northwest Airlines, Philippine Airlines, Thai

/...

International Airways et Japan Asia Airways) et par quatre compagnies assurant des services locaux<sup>33</sup>.

52. Au cours de la période considérée, un projet d'extension de l'aérogare de Guam a été amorcé à la suite du transfert d'un terrain de plus de 50 hectares de la marine des États-Unis au Gouvernement de Guam. Ce projet, d'un coût estimatif de 260 millions de dollars, prévoit de presque tripler la superficie de l'actuelle aérogare<sup>33</sup>. En 1993, le nombre total de passagers arrivant à Guam a été de 1 132 008, soit 3,8 % de moins qu'en 1992<sup>33</sup>.

#### Transports routiers

53. La Guam Mass Transit Authority exploite le système de transports publics de Guam. En 1993, cette entreprise a assuré la desserte des 19 villages de l'île (120 325 trajets au total) du lundi au samedi. Le Guam Para-Transit System a continué de fournir des services de transport par route à l'intention des handicapés (16 427 trajets en 1993)<sup>34</sup>.

#### Ports

54. La Port Authority of Guam, société publique et organe autonome du Gouvernement du territoire, supervise les activités du port de Guam, important centre de transbordement du Pacifique Ouest. Elle gère actuellement 10 compagnies maritimes qui assurent une liaison directe et régulière avec Hawaii, les États-Unis, et des ports de l'Extrême-Orient et de la Micronésie. En 1992, 2 510 navires ont fait escale dans le port de Guam, soit une augmentation de 2,9 % par rapport à 1991<sup>34</sup>.

#### Télécommunications

55. La Guam Telephone Authority est l'organisme responsable des services téléphoniques dans le territoire. En 1993, on comptait 54 259 lignes téléphoniques installées, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à 1992. Au cours de l'exercice 1993, les recettes du réseau se sont élevées à 36,7 millions de dollars (soit 7,4 % de plus qu'en 1992)<sup>34</sup>.

#### Électricité

56. La Guam Power Authority est l'organisme responsable de l'approvisionnement du territoire en électricité. En septembre 1992, 36 364 usagers étaient reliés au réseau électrique. Les recettes de celui-ci se sont élevées à 93,4 millions de dollars en 1992, dont 4,5 millions provenaient de la marine des États-Unis. En 1992, la consommation électrique résidentielle moyenne s'élevait à 12 222 kilowattheures<sup>35</sup>.

#### Eau

57. La Public Utility Agency of Guam est l'organisme responsable de l'approvisionnement en eau et des services connexes. En 1992, la consommation d'eau s'est élevée à 32 milliards de litres. Au cours de l'exercice budgétaire de 1992, les recettes du réseau se sont élevées à 8,5 millions de dollars, soit une augmentation de 9,6 % par rapport aux recettes de 1991<sup>35</sup>.

/...

## V. LA SITUATION SOCIALE

### A. L'emploi

58. En décembre 1993, la population active civile comptait 66 070 personnes, dont 44 590 dans le secteur privé et 21 480 dans le secteur public<sup>36</sup>.

59. En 1992, la population active employée dans le secteur privé se répartissait comme suit : agriculture, 420 personnes; bâtiment et travaux publics, 12 746; industries manufacturières, 2 065; transports et services publics, 4 346; commerce de gros, 2 045; commerce de détail, 12 060; finances, assurances et immobilier, 2 722; et services, 12 534<sup>36</sup>.

60. Selon le Guam Quarterly Economic Review, il y avait, au 31 décembre 1991, 10 316 travailleurs étrangers à Guam, dont 3 162 étaient ressortissants des Philippines, 3 591 du Japon et de la République de Corée, 3 021 de la Chine, 219 de la Thaïlande, 213 de la Malaisie, 61 de l'Inde, 19 du Myanmar, 12 de Singapour, 8 de la Nouvelle-Zélande, 5 de Sri Lanka, 2 de l'Australie, 2 des Palaos et 1 des Pays-Bas<sup>37</sup>.

61. En juin 1994, le taux de chômage était de 9,4 %, contre 6,6 % en septembre 1993<sup>38</sup>.

### B. La santé publique

62. Les soins médicaux sont généralement excellents et la situation sanitaire est bonne. Le Guam Memorial Hospital, hôpital de 158 lits, a été ouvert en 1976. Il y a également le United States Naval Hospital, 17 dispensaires et sept centres de soins dentaires. Le Département de la santé publique et des services sociaux a établi une pharmacie, une infirmerie, un centre de santé maternelle et infantile et de planification familiale et un service de pédiatrie. Un nouveau centre psychiatrique est en construction. Il y a à Guam environ 140 médecins exerçant dans différentes spécialités, ainsi qu'une bonne trentaine de dentistes.

63. Selon des informations parues dans la presse<sup>39</sup>, on comptait en septembre 1994 62 personnes séropositives et 24 malades du sida. Le chef du service d'épidémiologie de l'Université d'Hawaii, le docteur D. Morens, qui s'est rendu à Guam en septembre 1994, a déclaré que les premiers signes d'une épidémie de sida étaient apparents. Le Département de la santé publique et des services sociaux du territoire offrent actuellement des tests de détection du VIH gratuits et confidentiels et des conseils. Le Département est également en train de mettre sur pied des programmes de vulgarisation et d'éducation du public en matière de contamination par le VIH/sida ainsi que des programmes spéciaux pour les groupes particulièrement vulnérables<sup>39</sup>.

64. D'après certains rapports, environ 5 % de la population serait porteuse du virus de l'hépatite B, maladie endémique dans la région.

65. Selon des informations parues dans la presse, au cours de la période 1993-1994, Guam a reçu du Département de l'intérieur des États-Unis une

subvention d'un montant de 260 625 dollars pour le perfectionnement de professionnels de la santé des îles du Pacifique associées aux États-Unis<sup>40</sup>.

### C. Le logement

66. La construction de logements de qualité à des prix abordables reste une des tâches prioritaires du gouvernement du territoire. Au cours de l'exercice budgétaire de 1993, la Guam Housing Corporation a reçu 1 151 demandes d'aide financière, dont 50 ont été approuvées pour un montant total de 5,1 millions de dollars<sup>41</sup>.

67. La Guam Housing and Urban Renewal Authority, créée en 1962, a toujours la responsabilité de fournir des logements décents, sûrs et salubres aux familles à faible revenu. En décembre 1992, cet organisme possédait 801 logements en location, dont 669 étaient destinés à des familles et 132 à des personnes âgées. En 1992, les fonds qu'il administrait s'élevaient à 34,5 millions de dollars.

### D. Protection sociale

68. En 1993, 4 160 ménages ont reçu sous forme de bons d'alimentation une aide d'un montant total de 18,4 millions de dollars. Les groupes suivants ont reçu une assistance publique en 1993 : familles avec enfants à charge (5 300 personnes); personnes âgées (772); assistance générale (763); handicapés et invalides complets (107) et aveugles (2). Le montant total de l'assistance publique dispensée, y compris 4,7 millions de dollars au titre de l'aide médicale, s'élève à 17,6 millions de dollars<sup>42</sup>.

### E. Criminalité

69. En 1993, 14 556 infractions pénales ont été enregistrées, dont 8 meurtres; 90 vols; 110 vols qualifiés; 227 cas de violence graves; 1 098 vols avec effraction; 3 643 vols et larcins; 427 vols de voiture et 14 incendies volontaires<sup>43</sup>.

## VI. L'ENSEIGNEMENT

70. L'enseignement est obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 12 ans. Le territoire a mis en place un système complet d'enseignement public et privé. Le système public comprend 24 écoles élémentaires, 6 écoles secondaires du premier cycle et 5 écoles secondaires du deuxième cycle, ainsi que l'Université de Guam et le Guam Community College. Les écoles privées sont administrées par les églises catholique, épiscopaliennne et adventiste du septième jour. Il existe également deux écoles privées d'enseignement commercial.

71. Pour l'année scolaire 1993/94, il y a eu 37 646 élèves, dont 31 122 fréquentant des écoles publiques et 6 524 des écoles privées. On comptait un total de 1 614 enseignants dans les écoles publiques. Le budget de fonctionnement des écoles publiques pour 1993/94 était de 160,4 millions de dollars, soit 5 456 dollars pour chaque élève inscrit<sup>44</sup>.

72. Au Guam Community College, le nombre d'étudiants inscrits en 1993/94 était de 2 355. Outre des cours d'apprentissage dans les secteurs du bâtiment et des

/...

travaux publics ainsi que de l'hôtellerie et de la restauration, le College offre également des programmes de formation dans les domaines des techniques commerciales, du tourisme, de l'infirmerie et de l'électronique ainsi que du bâtiment et des travaux publics<sup>45</sup>.

73. L'Université de Guam, qui est accréditée par la Western Association of Schools and Colleges des États-Unis, offre des programmes d'enseignement du niveau de la maîtrise en éducation et en administration publique, et dispose d'un laboratoire de recherches marines. Elle abrite un centre de recherche sur la Micronésie, doté d'une importante collection de documents historiques. En 1992/93, le nombre total d'étudiants inscrits était de 3 330<sup>46</sup>.

## VII. STATUT FUTUR DU TERRITOIRE

### Référendum sur le statut politique

74. On se rappellera que le 30 janvier 1982, un référendum s'est tenu sur le statut politique du territoire et que les électeurs ont été appelés à déterminer l'objectif ultime du territoire de Guam en choisissant entre les sept options suivantes : a) le statut d'État de l'Union; b) l'indépendance; c) la libre association; d) le statut de territoire incorporé (doté d'une constitution locale); e) le statut de Commonwealth; f) le statu quo; ou g) un autre statut. Près de la moitié des électeurs (4 914, soit 49,5 %), ont voté pour le statut de Commonwealth, et 2 547 pour le statut d'État de l'Union. Dans tous les villages de l'île, la majorité des électeurs ont voté pour le statut de Commonwealth. Dans un deuxième référendum, en septembre 1982, les électeurs se sont prononcés à une large majorité en faveur du statut de Commonwealth. Ultérieurement, en février 1984, la Chambre de Guam a institué une Commission sur l'autodétermination composée de huit membres, en la chargeant d'élaborer un projet d'accord de Commonwealth; si ce projet recevait l'agrément de la population, il serait soumis pour examen au Congrès des États-Unis.

### Projet de loi de Commonwealth

75. En mai 1986, la Commission sur l'autodétermination a achevé un projet de loi de Commonwealth. En 1987, le projet a été mis aux voix et approuvé par la majorité des électeurs.

76. Le projet de loi de Commonwealth est examiné en détail dans le document de travail établi en 1994 par le Secrétariat (A/AC.109/1192, par. 19 à 37). Les principales dispositions du projet de loi de Commonwealth peuvent être résumées comme suit : Guam deviendrait un Commonwealth des États-Unis totalement autonome et serait régie par une constitution adoptée sur place, qui reconnaîtrait la souveraineté des États-Unis sur Guam et la primauté des dispositions de la Constitution des États-Unis ainsi que des traités et des lois des États-Unis applicables à Guam, et qui serait conçue en conséquence. La Constitution guamienne instituerait un régime républicain. Aucune loi fédérale adoptée après la promulgation de la loi de Commonwealth ne pourrait être appliquée à Guam sans son consentement et une commission mixte consulterait régulièrement les États-Unis et Guam sur toutes les questions touchant leurs relations mutuelles. Les États-Unis seraient tenus de consulter Guam pour toutes les activités du Département de la défense sur le territoire et verseraient un loyer pour les

/...

terrains qu'ils utilisent à des fins militaires. Le Congrès des États-Unis reconnaîtrait le droit inaliénable du peuple chamorro à l'autodétermination, qui serait consacré dans la Constitution guamienne. Le Gouvernement des États-Unis, agissant avec le Commonwealth de Guam au moyen de programmes supplémentaires financés par le budget fédéral, pourrait promouvoir le maintien et la préservation de la langue, de la culture et des traditions chamorros, l'amélioration des possibilités offertes aux Chamorros dans les domaines économique, social et de l'enseignement et la formation de Chamorros en vue d'emplois dans les professions libérales et en qualité d'ouvriers qualifiés et de cadres dans le commerce et l'industrie. Le Gouvernement guamien constituerait au bénéfice du peuple chamorro un "Trust foncier chamorro", qui comprendrait certaines terres restituées par les États-Unis. Guam jouirait, en matière d'immigration, de pouvoirs plus grands, et notamment d'un droit de veto sur les lois et règlements fédéraux connexes. Elle serait habilitée à constituer une zone économique exclusive de 200 milles marins. Enfin, le projet de loi de Commonwealth interdirait aux États-Unis d'utiliser les eaux entourant Guam pour déverser ou stocker des déchets nucléaires et obligerait les États-Unis à éliminer tous les déchets chimiques des sites utilisés à des fins militaires. Le texte du projet de loi de Commonwealth peut être consulté au secrétariat du Comité spécial.

77. Le projet de loi a été présenté au Congrès pour examen en février 1988. Un groupe d'étude interministériel fédéral a publié en 1989 un rapport à ce sujet dans lequel il concluait que certaines dispositions du projet étaient inconstitutionnelles, notamment celles concernant l'exercice du droit à l'autodétermination par les Chamorros<sup>47</sup>.

78. À la suite de négociations qui ont eu lieu entre le Groupe d'étude interministériel fédéral et la Commission guamienne sur l'autodétermination en janvier 1993, le Groupe d'étude a présenté un autre rapport proposant à titre de compromis des modifications au texte du projet de loi de Commonwealth. Les domaines sur lesquels le Groupe d'étude interministériel et la Commission sur l'autodétermination n'ont pas pu s'entendre (environ un tiers du projet) comprenaient notamment la demande faite par Guam d'un droit de veto sur l'applicabilité des lois fédérales à Guam<sup>47</sup>.

79. Le 3 novembre 1993, le Secrétaire d'État américain à l'intérieur, avec l'approbation du Président des États-Unis, a nommé M. Michael Heyman Représentant spécial chargé des questions relatives au Commonwealth de Guam. Le Représentant spécial avait notamment pour tâche d'examiner le statut de Commonwealth envisagé et de formuler à l'intention de la Maison Blanche une recommandation touchant le statut futur du territoire<sup>48</sup>.

80. Le 12 décembre 1993, le Représentant spécial a déclaré qu'il espérait soumettre un projet de loi relatif au Commonwealth pour adoption par le Congrès d'ici à la fin de 1994. M. Heyman a également déclaré qu'il comprenait les Chamorros et qu'à son avis, certaines questions étaient mieux traitées à l'échelon local. Il a dit que le Commonwealth répondrait aux aspirations à plus d'autonomie, mais qu'il posait quelques problèmes ardues. La question la plus difficile à traiter, selon lui, après examen du projet de loi, serait celle de l'autodétermination. Si la loi était adoptée, il viendrait un moment où seuls les Chamorros pourraient voter sur certaines questions. Outre les Chamorros, de

nombreux autres groupes vivaient à Guam et considéraient l'île comme leur pays. M. Heyman a déclaré que l'équité et l'égalité se trouvaient mises en question<sup>49</sup>.

81. Selon des articles de presse, à la suite de sa visite à Washington, D. C., en février 1994, M. Joseph Ada, alors Gouverneur de Guam, s'était déclaré optimiste quant à l'état d'avancement des négociations sur le statut futur du territoire. Il a déclaré que des discussions sérieuses sur le projet de statut de Commonwealth auraient lieu en 1994. Il a souligné qu'au nombre des questions qui seraient examinées figuraient notamment la souveraineté du peuple chamorro; l'évolution des relations entre les États-Unis et Guam; et l'admission de Guam dans les organisations internationales<sup>50</sup>.

82. Toutefois, le 11 octobre 1994, dans une déclaration faite devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission de l'Assemblée générale), le Gouverneur de Guam a critiqué "l'inertie de la Puissance administrante" en ce qui concernait l'application du projet de loi de Commonwealth<sup>51</sup>. À la même séance, le Président de la Chambre de Guam a déclaré que le peuple de Guam s'était engagé sur la voie d'un bouleversement profond du statut politique du territoire et de l'exercice de son droit de disposer de lui-même<sup>52</sup>. Un sénateur de la Chambre de Guam a souligné que, si la Puissance administrante poursuivait son examen de la proposition de Guam, elle n'avait, pour sa part, fait aucune proposition de fond susceptible de satisfaire les Guamiens<sup>53</sup>.

83. Selon des rapports de presse, M. Carl Gutierrez, Gouverneur de Guam, avait déclaré au cours de sa campagne électorale que la principale question restait celle de la recherche par Guam du statut de Commonwealth. Il soulignait que le projet de loi de Commonwealth ne pouvait être modifié qu'avec l'assentiment mutuel du Gouvernement fédéral et du gouvernement du territoire. Selon M. Gutierrez, le Président Clinton devrait pouvoir mettre l'accord au point dans les deux ans. Il a également souligné l'importance du retour des terres fédérales sous le contrôle du gouvernement local, notant que la restitution de ces terres à leurs propriétaires originaux constituerait la solution idéale au problème. Se référant à la question de la protection et de la promotion de la langue et de la culture chamorros, M. Gutierrez a donné l'assurance qu'il utiliserait à cette fin toutes les ressources du Gouvernement<sup>54</sup>.

#### Mesures prises par l'Assemblée générale

84. Le 9 décembre 1994, l'Assemblée générale a adopté la résolution 49/46 B, résolution composite concernant neuf territoires et dont la section VI était spécifiquement consacrée à Guam.

#### Notes

<sup>1</sup> Les renseignements contenus dans le présent document sont tirés de rapports publiés.

<sup>2</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, Département du commerce, Guam, p. 1.

<sup>3</sup> United States Department of the Interior Fact Sheet, août 1991.

<sup>4</sup> United Nations, Population and Vital Statistics Report, Statistical Papers, série A, vol. XLVI, No 3 (ST/ESA/STAT/SER.A/190). Données disponibles au 1er juillet 1994, New York : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, Division de statistique, 1994, p. 14.

<sup>5</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 100.

<sup>6</sup> Pacific Daily News, 1er janvier 1993.

<sup>7</sup> Ibid., 9, 11, 12, 20, 27 et 30 novembre 1994.

<sup>8</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 25 à 27.

<sup>9</sup> Ibid., p. 2.

<sup>10</sup> 1992 Guam Annual Economic Review, p. 3.

<sup>11</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 2; Pacific Daily News, 18 août 1993.

<sup>12</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 28.

<sup>13</sup> Ibid., p. 31.

<sup>14</sup> Pacific Daily News, 19 janvier 1994.

<sup>15</sup> Ibid., 12 avril 1994.

<sup>16</sup> Ibid., 23 septembre 1994.

<sup>17</sup> Ibid., 15 décembre 1994.

<sup>18</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 46.

<sup>19</sup> Ibid., p. 56.

<sup>20</sup> Ibid., p. 58.

<sup>21</sup> 1992 Guam Annual Economic Review, p. 53.

<sup>22</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 49 à 52.

<sup>23</sup> Ibid., p. 53.

<sup>24</sup> Ibid., p. 73.

<sup>25</sup> Pacific Daily News, 8 décembre 1994.

<sup>26</sup> Ibid., 12 décembre 1994.

<sup>27</sup> Ibid., 10 décembre 1994.

<sup>28</sup> 1993 Guam Annual Economic Review, p. 74.

<sup>29</sup> Ibid., p. 59.

<sup>30</sup> Ibid., p. 61.

<sup>31</sup> Ibid., p. 64.

<sup>32</sup> Ibid., p. 70.

<sup>33</sup> Ibid., p. 37.

<sup>34</sup> Ibid., p. 39.

<sup>35</sup> Ibid., p. 44.

<sup>36</sup> Ibid., p. 17.

<sup>37</sup> Guam Quarterly Economic Review, Centre de recherches économiques, Département du commerce, Guam, vol. 16, No 2, avril-juin 1994, p. 16.

<sup>38</sup> Ibid., p. 11.

<sup>39</sup> Pacific Daily News, 8 septembre 1994.

<sup>40</sup> 1993 Guam Annual Economic Review.

<sup>41</sup> Ibid., p. 16.

<sup>42</sup> Ibid., p. 16 et 17.

<sup>43</sup> Ibid., p. 206.

<sup>44</sup> Ibid., p. 109 à 113.

<sup>45</sup> Ibid., p. 116.

<sup>46</sup> Ibid., p. 111.

<sup>47</sup> Pacific Daily News, 21 janvier 1993.

<sup>48</sup> Communiqué de presse du Département de l'intérieur des États-Unis, 3 novembre 1993.

<sup>49</sup> Pacific Daily News, 13 décembre 1993.

<sup>50</sup> Ibid., 7 février 1994.

<sup>51</sup> A/C.4/49/SR.3, par. 30.

<sup>52</sup> A/C.4/49/SR.3, par. 47.

<sup>53</sup> A/C.4/49/SR.3, par. 58.

<sup>54</sup> Pacific Daily News, 20 octobre 1994.

-----